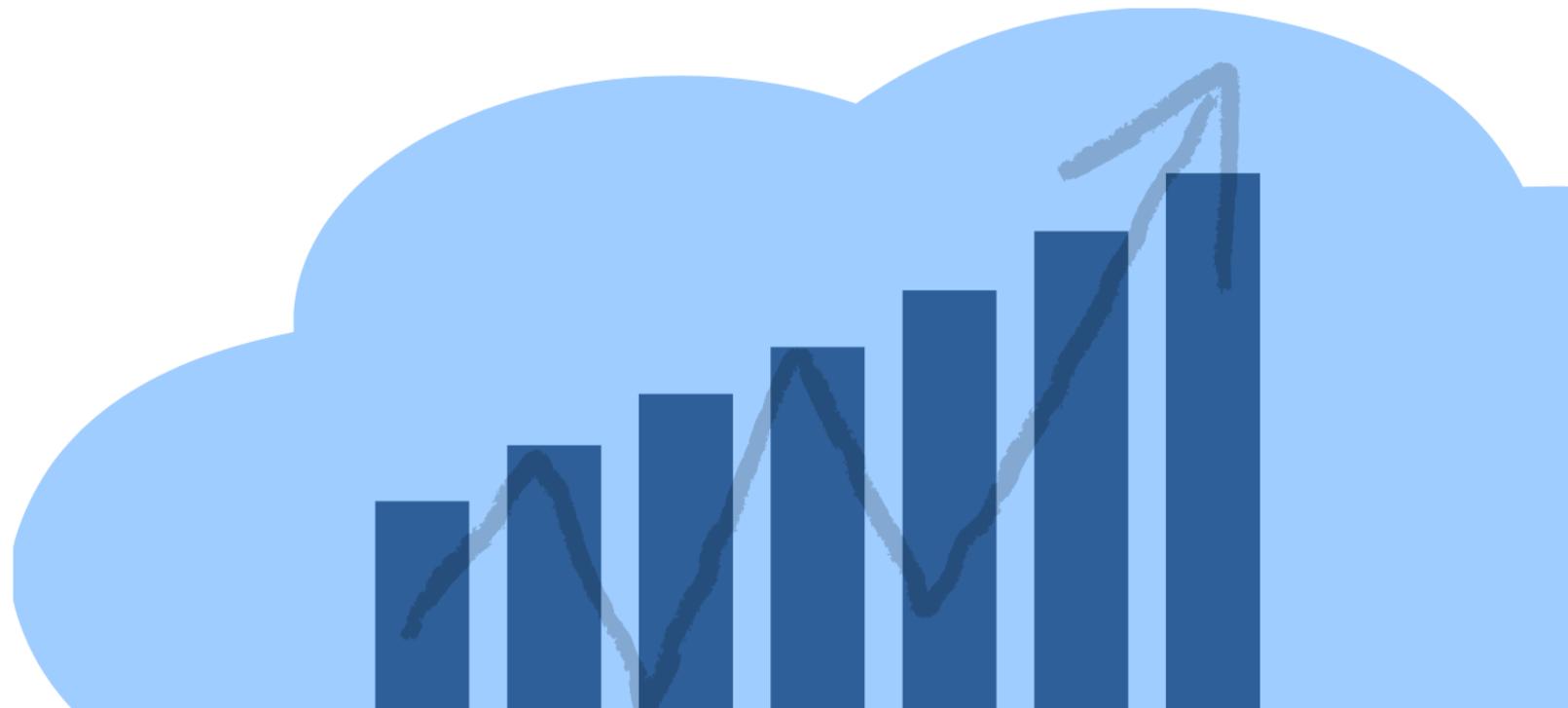


TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE

1^{er} TRIMESTRE 2025

Août 2025



LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le Tableau de bord conjoncturel de la Guadeloupe a pour vocation de fournir une lecture synthétique et trimestrielle de la situation économique locale.

Construit à partir d'indicateurs-clés, il permet de suivre l'évolution des principales variables économiques (activité, emploi, consommation, prix, etc.) afin d'identifier les tendances à court et moyen terme.

Ce document constitue un outil d'aide à la décision pour les acteurs économiques, les institutions et les collectivités, en offrant une vision actualisée et objective de la dynamique territoriale. Il s'inscrit dans une démarche de veille économique et de diffusion de l'information pour mieux anticiper les enjeux du développement local.

Evolution des principaux indicateurs économiques trimestriels

- Dynamique entrepreneuriale : -6,3%
- Indice du climat des affaires : -0,8 point
- Recouvrement des cotisations : +0,8 point
- Défaillances d'entreprise : +19%
- Demandeurs d'emploi : +4,8%
- Taux de chômage : 0 point
- Emploi salarié privé : -0,2%
- Taux d'occupation hôtelier : -2,2 points
- Indice des prix à la consommation : +0,9 point
- Carburants :
 - +1,7% pour le sans plomb
 - +5,5% pour le gazole
- Construction de locaux :
 - Locaux commencés : -28,7%
 - Locaux autorisés : +10,5%
- Construction de logement :
 - Logement commencés : +5,6%
 - Logements autorisés : +0%
- Taux des crédits à l'investissement :
 - Immobilier : -0,8 point
 - Equipement : +1,1 point
- Taux des crédits de trésorerie :
 - Découverts : +2,1 points
 - Crédits échéancés : +3,7 points

1^{er} trimestre 2025 : Vers un ralentissement marqué

L'économie guadeloupéenne montre au 1^{er} trimestre 2025 des signes clairs d'essoufflement.

Plusieurs indicateurs laissent penser que l'économie du territoire se fragilise.

La dynamique entrepreneuriale, qui avait marqué le pas ces derniers trimestres, continue de s'éroder. Les créations nettes d'entreprises ralentissent, tandis que **les défaillances d'entreprises s'intensifient**, atteignant leur plus haut niveau depuis deux ans.

Un contexte difficile que confirme également la **hausse du taux d'impayés de cotisations sociales**, en progression notable après deux trimestres de stabilisation, traduisant les tensions croissantes sur la trésorerie des entreprises.

Le climat des affaires se détériore légèrement, témoignant d'une perte de confiance des acteurs économiques.

Du côté de l'emploi, la situation reste préoccupante. Malgré un taux de chômage qui se stabilise à 15,7 %, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de manière importante, après une longue période de baisse et la diminution de l'emploi salarié privé se poursuit pour le troisième trimestre consécutif.

L'indice des prix à la consommation repart à la hausse de même que les prix des carburants, tandis que les taux de crédit enregistrent une nette augmentation en ce début d'année.

Dans le secteur du bâtiment, les dynamiques sont contrastées : la construction de logements poursuit sa reprise, mais la construction de locaux accuse un net recul, en dépit d'un rebond des autorisations. **Le secteur touristique enregistre un léger repli du taux d'occupation hôtelier**, qui reste tout de même à un niveau élevé.

Dynamique entrepreneuriale : Légère baisse des créations nettes

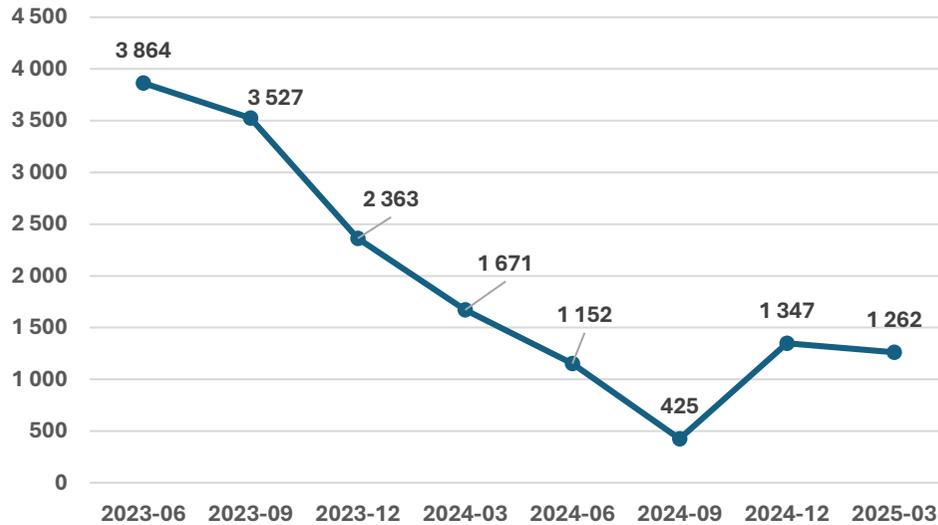


Figure 1 : Evolution sur 12 mois glissants des créations nettes (Créations – Radiations) d'établissements inscrits au Fichier consulaire. Source : CCI IG

Fin mars 2025, le nombre de créations nettes d'établissements s'établit à 1 262 contre 1 347 fin décembre 2024, soit une diminution de 6,3%.

Cela marque un retournement, après la forte progression enregistrée en fin d'année 2024.

Sur un an, la dynamique entrepreneuriale affiche également un net repli, avec une baisse de 24,5% par rapport à fin mars 2024, période au cours de laquelle on comptait 1 671 créations nettes.

Ce repli de la dynamique s'explique par un contexte économique incertain, particulièrement pour le BTP, et une inflation persistante.

Indice du climat des affaires : En retrait ce trimestre

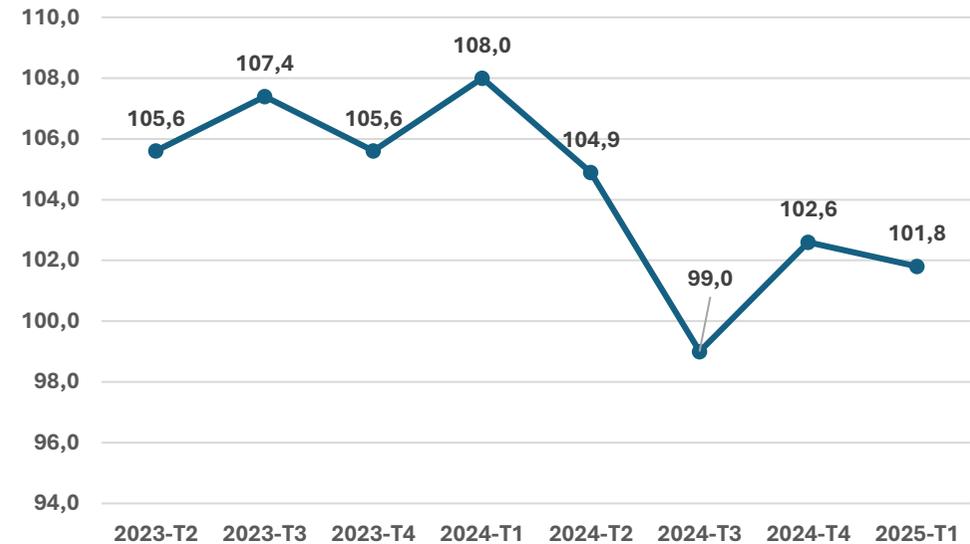


Figure 2 : Evolution trimestrielle de l'Indice du Climat des Affaires. Source : IEDOM

Au 1^{er} trimestre 2025, l'indice du climat des affaires s'élève à 101,8 points, en baisse de 0,8 point par rapport au 4^{ème} trimestre 2024 (102,6 points).

Ce repli met fin au rebond observé le trimestre précédent.

Sur un an, l'indice enregistre un recul significatif de 6,2 points, puisqu'il était de 108 points au 1^{er} trimestre 2024.

Selon l'IEDOM, cette baisse s'explique par des incertitudes grandissantes concernant les délais de paiement qui suscitent une inquiétude croissante chez les chefs d'entreprise.

Défaillances d'entreprises : La dynamique haussière se poursuit

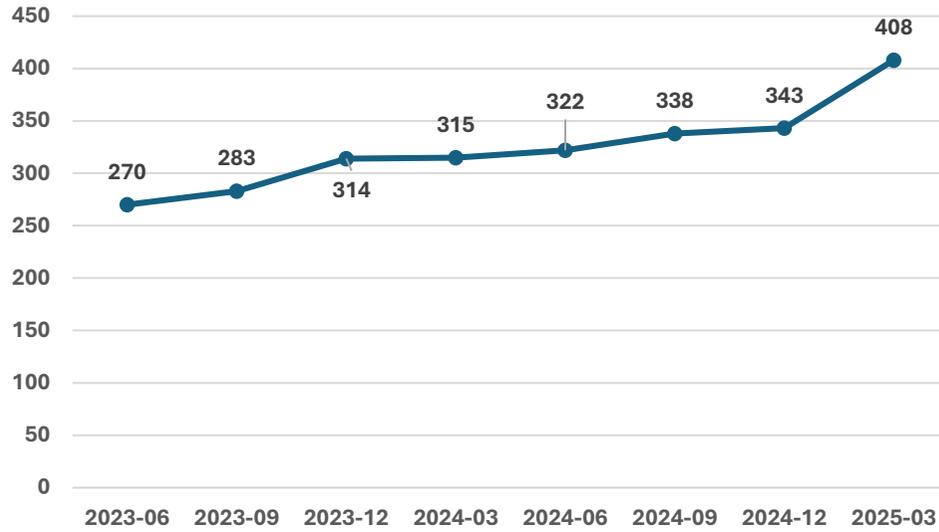


Figure 3 : Evolution sur 12 mois glissants du nombre de défaillances d'entreprise.
 Source : INSEE

Fin mars 2025, le nombre de défaillances d'entreprises atteint 408, contre 343 à fin décembre 2024, soit une hausse de 19%.

La hausse amorcée depuis fin juin 2023 s'accélère.

Sur un an, les défaillances d'entreprises ont progressé de 29,5%, passant de 315 à 408.

Cela traduit une fragilisation du tissu économique local, liée à la suppression progressive des aides publiques, à un contexte inflationniste et à une baisse de la demande, dans un environnement où les entreprises restent structurellement vulnérables.

Recouvrement des cotisations sociales : Une progression notable

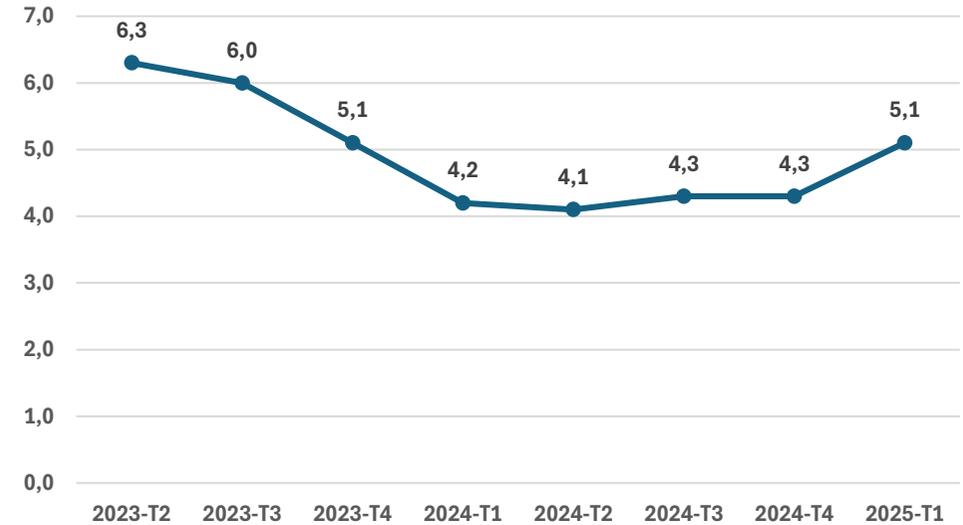


Figure 4 : Evolution trimestrielle du taux d'impayés moyen de cotisation pour les entreprises de 10 salariés ou plus. Source : URSSAF

Le taux d'impayés trimestriel moyen a enregistré une hausse de 0,8 point, passant de 4,3% au 4^{ème} trimestre 2024 à 5,1% au 1^{er} trimestre 2025.

Cette progression marque la fin de deux trimestres consécutifs de stabilité.

Sur un an, le taux a augmenté de 0,9 point, en passant de 4,2% à 5,1%.

Cette augmentation du taux d'impayés traduit une fragilisation du tissu entrepreneurial, qui caractérise des tensions de trésorerie au sein des entreprises.

Demandeurs d'emploi : Une hausse brutale

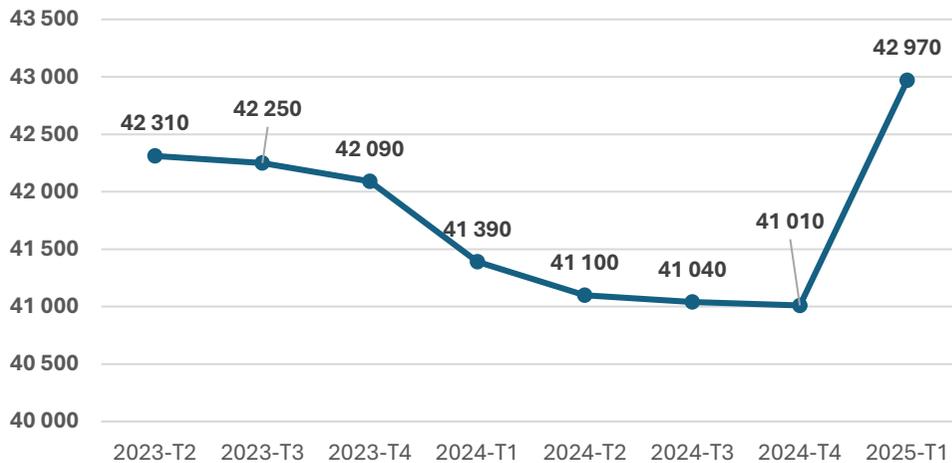


Figure 5 : Evolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi. Source : INSEE

Au 1^{er} trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi atteint 42 970, marquant une augmentation de 4,8% par rapport au 4^{ème} trimestre 2024, avec 41 010 inscrits.

Cette hausse intervient après 7 trimestres consécutifs de baisse.

Sur un an, le nombre d'inscrits à France travail a enregistré une hausse de 3,8% passant de 41 390 demandeurs à 42 970.

Cette tendance haussière confirme le recul de l'activité économique et est accentuée par la mise en œuvre de la loi sur le Plein emploi qui modifie les modalités d'inscription à France Travail.

En effet cette dernière provoque une hausse des chiffres officiels du nombre de demandeurs d'emploi automatiquement inscrits à France Travail (RSA, jeunes, handicapés), via l'ajout de catégories administratives nouvelles.

Taux de chômage : Stabilisation du taux de chômage

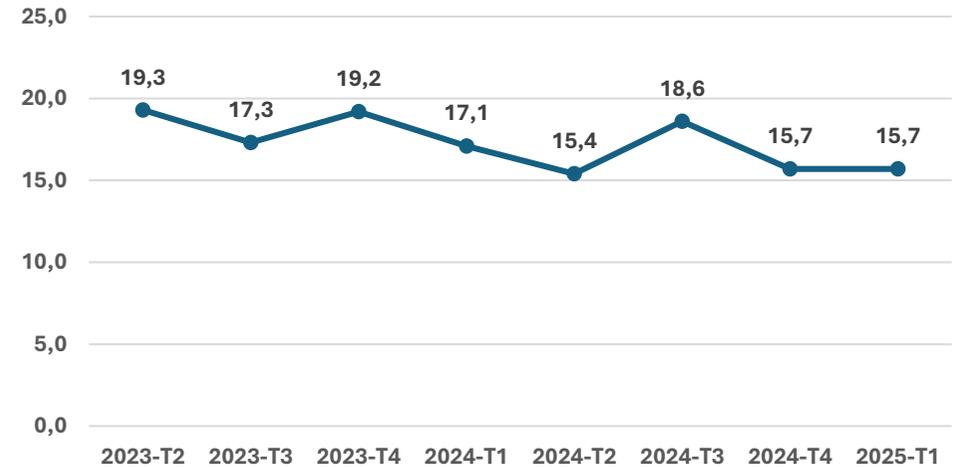


Figure 6 : Evolution trimestrielle du taux de chômage. Source : INSEE

Au 1^{er} trimestre 2025, le taux de chômage reste stable à 15,7%, identique à celui observé le trimestre précédent.

Sur un an, il enregistre toutefois une baisse importante de 1,4 point passant de 17,1% à 15,7%.

Cette stabilité, alliée à une diminution sur le long terme, malgré la hausse du nombre de demandeurs d'emploi et une diminution de l'emploi salarié privé, traduit une résilience du marché du travail.

Toutefois, le niveau reste structurellement élevé, dans un contexte de fragilité économique persistante.

Emploi salarié privé : Un recul modéré mais continu

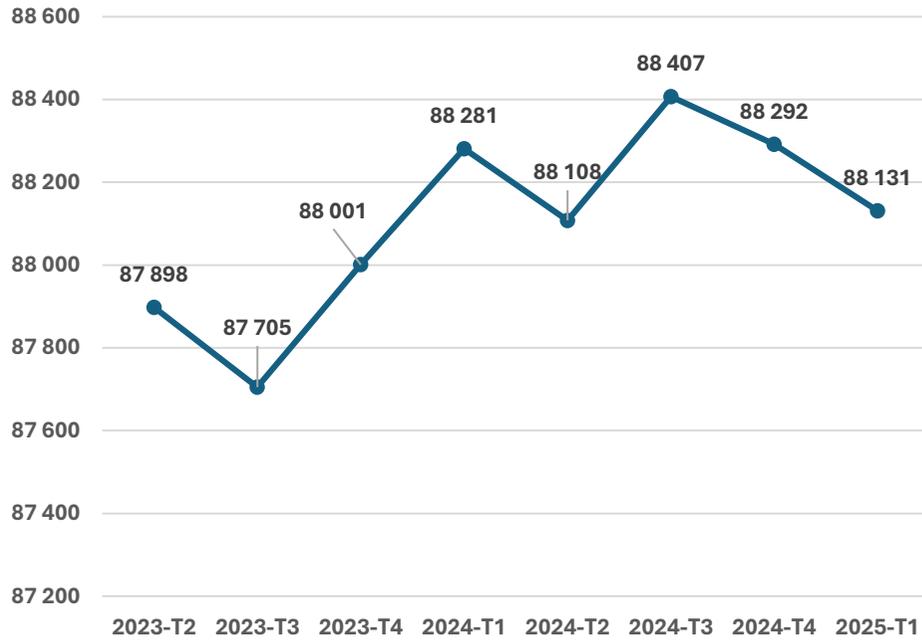


Figure 7 : Evolution de l'emploi salarié privé en fin de trimestre. Source : INSEE

L'emploi salarié dans le secteur privé affiche un léger recul de 0,2%, passant de 88 292 postes au 4^{ème} trimestre 2024 à 88 131 postes au 1^{er} trimestre 2025.

Ce repli confirme une tendance baissière modérée mais continue sur deux trimestres consécutifs.

Sur un an, l'emploi salarié dans le secteur privé enregistre également une faible baisse de 0,2% passant de 88 281 à 88 131.

Cela traduit une situation économique qui se dégrade et pèse sur l'emploi, particulièrement sur la construction qui a perdu 103 emplois ce trimestre et 373 sur un an.

Taux d'occupation hôtelier : Une diminution mesurée

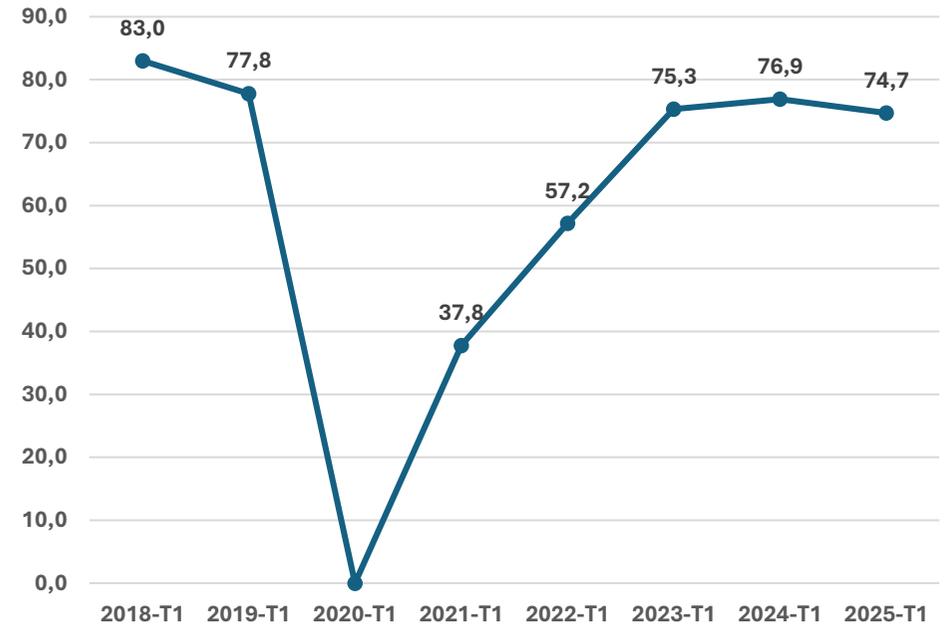


Figure 8 : Evolution du taux d'occupation au 4^{ème} trimestre. Source : INSEE

Au 1^{er} trimestre 2025, le taux d'occupation hôtelier décroît légèrement de 2,2 points pour s'établir à 74,7%, contre 76,9% un an plus tôt.

Ce repli met fin à la tendance haussière observée depuis le 1^{er} trimestre 2021.

Les facteurs ci-après peuvent expliquer ce fléchissement :

- Le changement des préférences des clients de plus en plus attirés par une offre d'hébergements alternatifs ;
- La fragilité persistante du secteur touristique, confronté à la fois à la hausse des coûts de transport et à une concurrence régionale renforcée.

Construction de locaux : Un recul important des mises en chantiers, Un rebond des autorisations

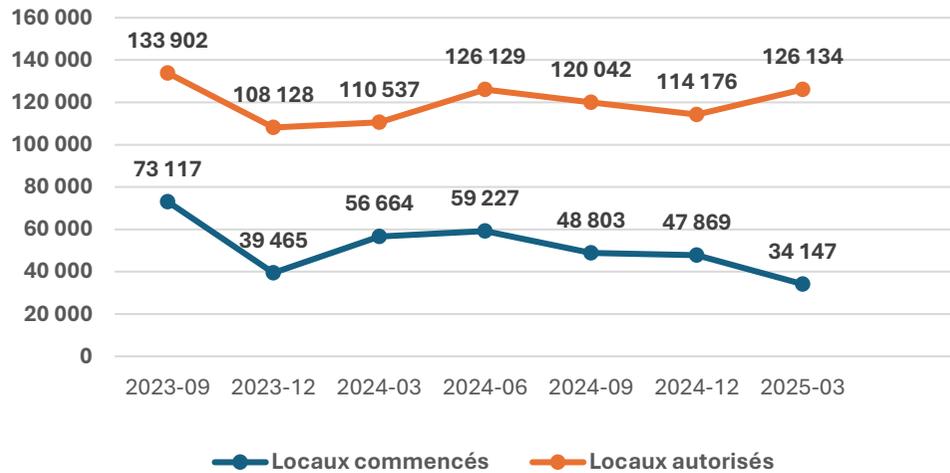


Figure 9 : Evolution sur 12 mois glissants des surfaces de locaux autorisés et commencés.
Source : INSEE

En mars 2025, les surfaces de locaux commencés atteignent 34 147 m², en baisse de 28,7% comparé à décembre 2024 où elles atteignaient 47 869 m². Il y a un an, elles étaient de 56 664 m², traduisant une diminution de 39,7%.

Du côté des autorisations, les surfaces grimpent à 126 134 m², soit une croissance de 10,5% comparativement au trimestre précédent, où elles s'élevaient à 114 176 m². Sur un an, l'augmentation est de 14,1%. Elles s'élevaient à 110 537 m².

Depuis le trimestre dernier, une évolution inverse s'opère entre les autorisations et les chantiers commencés.

Cette inversion pourrait traduire un décalage entre la volonté de construire et la capacité réelle à concrétiser les projets, en raison de freins financiers et techniques notamment.

Construction de logements : L'essor des chantiers se confirme face à une stabilisation des autorisations

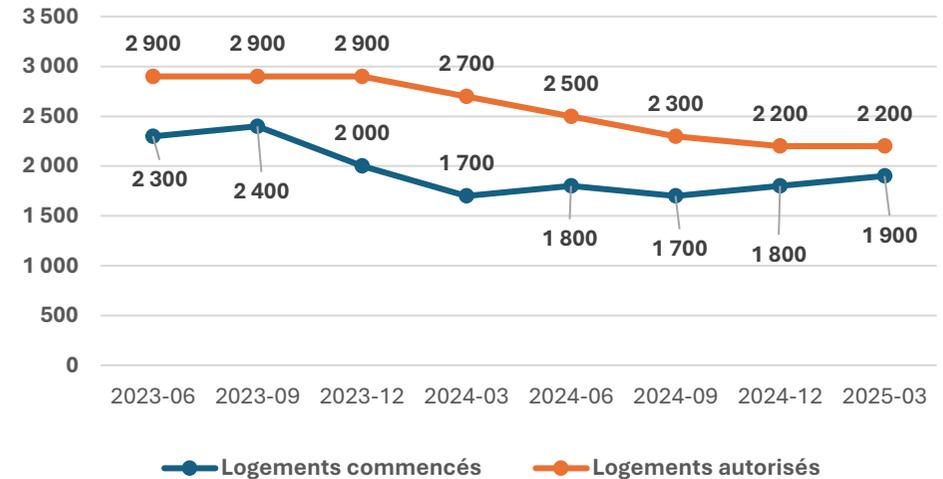


Figure 10 : Evolution sur 12 mois glissants des surfaces de locaux autorisés et commencés.
Source : INSEE

En mars 2025, le nombre de logements autorisés reste stable par rapport au mois de décembre 2024, avec 2 200 unités enregistrées.

En revanche, une baisse de 18,5% sur un an est enregistrée, avec 2 700 autorisations en mars 2024. Cela traduit une diminution qui ne se résorbe pas au cours des trimestres.

S'agissant des logements commencés, 1 900 unités sont recensées ce trimestre, soit un accroissement de 5,6% par rapport au trimestre précédent où ils étaient de 1 800 unités. Sur un an l'évolution est de 11,8%, où l'on comptait 1 700 logements commencés.

La stabilité des autorisations pourrait traduire une prudence des porteurs de projets dans un contexte encore incertain.

En revanche, la hausse des logements commencés suggère un redémarrage progressif de l'activité sur la base de projets déjà validés.

Crédits à l'investissement : Hausse pour les équipements et repli de l'immobilier

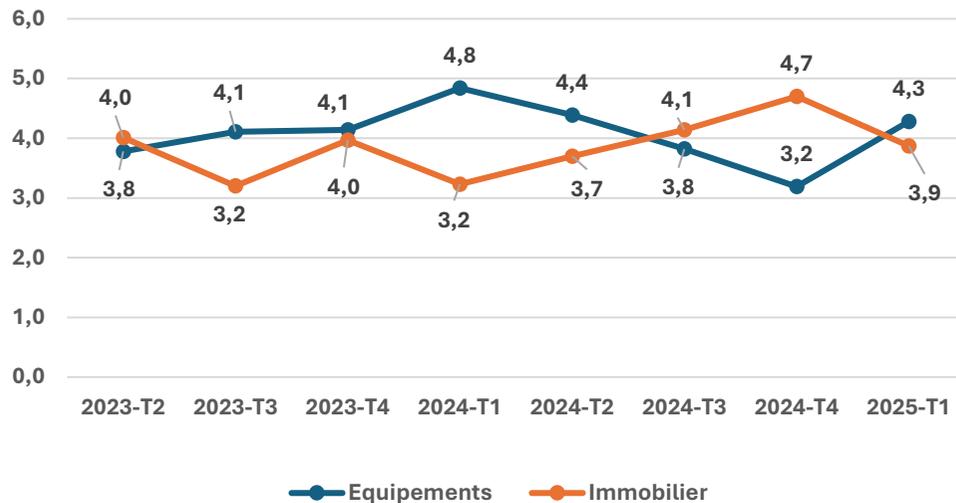


Figure 10 : Evolution trimestrielle des taux moyens de crédit à l'investissement.
Source : IEDOM

Au 1^{er} trimestre 2025, les taux moyens de crédits à l'investissement affichent des évolutions hétérogènes selon les types de financements :

- **Le taux des crédits immobiliers a diminué de 0,8 point, passant de 4,7% au 4^{ème} trimestre 2024 à 3,9% ce trimestre.** Cette baisse marque une rupture après trois trimestres consécutifs de hausse. **Toutefois, sur un an, le taux reste en progression de 0,7 point, puisqu'il était à 3,2% en mars 2024.**
- **Le taux des crédits pour les équipements s'établit à 4,3 % au premier trimestre 2025, en hausse de 1,1 point par rapport au trimestre précédent, s'élevant alors à 3,2 %.** Toutefois, il reste en baisse sur un an, avec un recul de 0,5 point par rapport à mars 2024, où il était de 4,8%.

Les fluctuations des taux de crédits immobiliers en Guadeloupe s'expliquent par une combinaison de facteurs : retour progressif à une politique monétaire plus souple, ajustements bancaires locaux, et tentatives de relance du secteur immobilier dans un contexte économique encore fragile.

Crédits de trésorerie : Augmentation importante des taux en début d'année

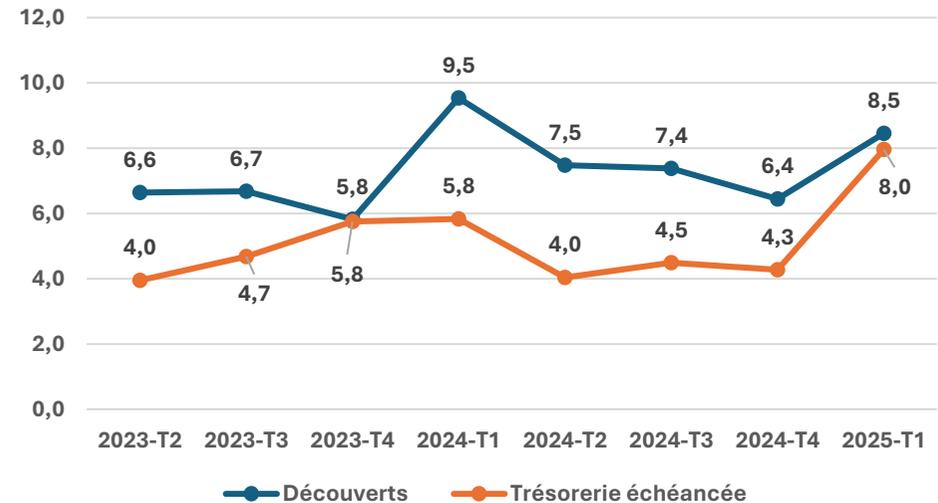


Figure 11 : Evolution trimestrielle des taux moyens de crédit de trésorerie.
Source : IEDOM

Au 1^{er} trimestre 2025, les taux moyens des crédits de trésorerie repartent à la hausse :

- **Le taux moyen des découverts atteint 8,5 %, en progression de 2,1 points par rapport au quatrième trimestre 2024, où il était de 6,4 % ; mais en recul de 1 point sur un an, où il s'élevait alors à 9,5 %.**
- **Le taux moyen des crédits de trésorerie à échéance s'établit à 8,0 %, enregistrant une forte hausse de 3,7 points par rapport au trimestre précédent avec 4,3 % ; et de 2,2 points sur un an, avec 5,8 % au premier trimestre 2024.**

Cette hausse peut s'expliquer par un renforcement des précautions des banques face à un climat des affaires qui se dégrade.

Indice des prix à la consommation : L'inflation repart à la hausse

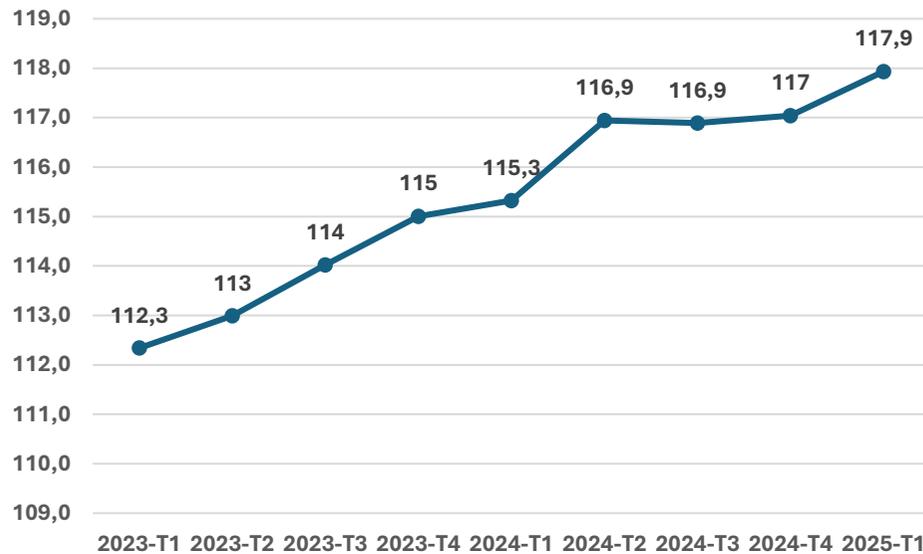


Figure 12 : Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation.
 Source INSEE

Au 1er trimestre 2025, l'indice des prix à la consommation progresse de 0,9 point par rapport au trimestre précédent, après deux trimestres de quasi-stagnation.

Cette reprise de la hausse des prix pourrait signaler un regain de tensions inflationnistes, après une fin d'année relativement stable.

Sur un an, l'indice augmente de 5,6 points, témoignant d'une inflation marquée en Guadeloupe.

Cette situation s'explique notamment par la persistance de coûts d'approvisionnement élevés, l'augmentation du fret maritime et la sensibilité du territoire aux variations des prix importés.

Ce retour de la pression sur les prix en début d'année pourrait accentuer les tensions sur le pouvoir d'achat des ménages, diminuant leur consommation et détériorant l'activité économique.

Carburants : Remontée du prix des carburants

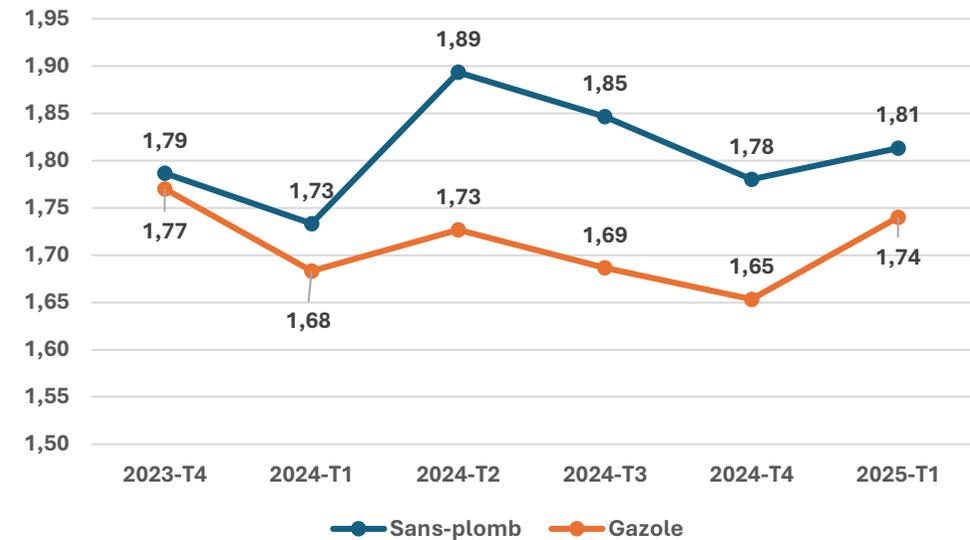


Figure 13 : Evolution du prix des carburants.
 Source : Préfecture de Guadeloupe

Au 1^{er} trimestre 2025, les prix des carburants repartent à la hausse, succédant à deux trimestres de baisse continue :

- Le prix du sans-plomb s'élève à 1,81 €/L, soit une augmentation de 1,7% par rapport au 4^{ème} trimestre 2024 (1,78 €/L) et de 4,6% sur un an (1,73 €/L).
- Le prix du gazole, quant à lui, s'établit à 1,74 €/L, en progression de 5,5% par rapport au trimestre précédent (1,65 €/L) et de 3,6% sur un an (1,68 €/L).

Selon la Préfecture, cette remontée des prix des produits pétroliers s'explique par les tensions commerciales initiées par les Etats-Unis qui font craindre une diminution de la demande.

Glossaire

Dynamique entrepreneuriale : Evolution des créations d'établissements diminuées des radiations.

Indice du climat des affaires : Indicateur synthétique produit par l'IEDOM mesurant le ressenti des chefs d'entreprise sur la conjoncture.

Cotisations sociales : Montants versés par les employeurs et les salariés pour financer la protection sociale.

Défaillances d'entreprise : Une entreprise est en défaillance si une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire a été ouverte à son encontre pour cessation de paiements.

Taux de chômage : Part des actifs sans emploi, en recherche active de travail.

Emploi salarié privé : Ensemble des personnes travaillant comme salariés dans des entreprises privées.

Taux d'occupation hôtelier : Part des chambres d'hôtel occupées sur l'ensemble des chambres disponibles.

Construction de locaux ou de logements commencés : Nombre de m² ou de projets de construction effectivement entamés sur une période donnée.

Construction de locaux ou de logements autorisés : Nombre de m² ou de projets de construction ayant reçu un permis de construire sur une période donnée.

Crédit à l'équipement : Prêt bancaire destiné à financer l'achat de biens durables nécessaires à l'activité d'une entreprise (véhicules, machines, etc.).

Crédit à l'investissement : Financement bancaire mobilisé pour des projets de développement, de modernisation ou d'extension.

Crédit de trésorerie : Prêt à court terme visant à couvrir les besoins de liquidités d'une entreprise.

Crédit de trésorerie échéancé : Crédit de trésorerie dont le remboursement est étalé sur moins d'un an.

Indice des prix à la consommation : L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.

L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Nos missions



L'Observatoire réalise des travaux de suivi et d'analyse des dynamiques conjoncturelles et sectorielles en Guadeloupe.

Véritable outil d'aide à la prise de décision, l'Observatoire s'adresse aux entreprises, aux acteurs publics et à l'ensemble des parties prenantes du développement local.

Dans cette dynamique, l'Observatoire propose également à la vente des études sur mesure, conçues pour répondre aux besoins spécifiques des porteurs de projet et des entreprises souhaitant mieux connaître leur environnement économique, évaluer leur potentiel de développement ou appuyer leur stratégie.

Nos produits



Etudes du potentiel commercial



Etudes de marché

Contact :

obseco@guadeloupe.cci.fr
0590 93 77 14





CCI ÎLES DE GUADELOUPE

1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE

1^{er} TRIMESTRE 2025

Août 2025

Directeur de publication :

M. Omer BABOULALL

Directeur Général

Coordination :

M. Jérémy PISTOL

Responsable des études économiques et de l'Observatoire économique

Rédaction :

M. Jordan VINCENT

Conseiller Technique Fichier Consulaire

Pour toutes vos demandes :

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Tél : 0590 93 76 65 / 0590 93 76 03 – publieco@guadeloupe.cci.fr

Chambre de Commerce et d'Industrie des Iles de Guadeloupe

Rue Félix EBOUE

97159 POINTE-A-PITRE CEDEX

0590 93 76 00 - contact@guadeloupe.cci.fr

www.guadeloupe.cci.fr
